

Paul Reynaud, Faut-il utiliser la force allemande, si oui, comment? (Décembre 1950)

Légende: En décembre 1950, Paul Reynaud, ancien président du Conseil des ministres français et délégué à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, plaide dans les colonnes de la revue Notre Europe pour le réarmement de l'Allemagne dans le cadre d'une armée européenne.

Source: Notre Europe. Revue européenne. dir. de publ. Ray, Marcel. Décembre 1950, n° 1. Strasbourg: Société européenne d'éditions et de publications. "Faut-il utiliser la force allemande, si oui, comment?", auteur:Reynaud, Paul , p. 32-35.

Copyright: (c) Notre Europe / Société européenne d'édition et de publications

URL: http://www.cvce.eu/obj/paul_reynaud_faut_il_utiliser_la_force_allemande_si_oui_comment_decembre_1950-fr-e94e32ed-2d11-4777-b56a-1cfeabb1e5c5.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Faut-il utiliser la force allemande, si oui, comment ?

par Paul REYNAUD

Et, d'abord, est-il indispensable d'y faire appel ?

La manière dont les Allemands se sont servis de leurs armes dans le passé rend méfiants les peuples qui ont été plusieurs fois envahis par leurs armées. On le serait à moins.

Un seul fait peut justifier le réarmement des Allemands : l'incapacité des Alliés de se défendre sans eux contre une agression des armées soviétiques. Quelle est, à cet égard, la situation ? Le ministre français de la Défense Nationale l'a résumée dans une interruption qu'il a lancée à un avocat de la cause totalitaire à l'Assemblée Nationale, le 25 octobre dernier. Les Soviets ayant une armée active composée de 175 divisions, dont une partie aéroportées, peuvent se livrer, au premier jour, à une attaque brusquée sur plusieurs fronts, notamment sur le front occidental où ils ont actuellement quarante divisions contre « sept à huit » divisions alliées. Voilà le fait. Le ministre aurait pu ajouter que les Soviets ont le privilège de disposer d'un facteur essentiel, le secret qui leur permettrait de renforcer leurs unités et d'en amener sans bruit beaucoup d'autres. Des réservistes décidés à se servir des mitrailleuses contre les civils désarmés suffiraient, par exemple, à maintenir l'ordre dans les pays satellites et pourraient ainsi libérer des divisions actives. Pas de cinquième colonne chez eux. C'est dire que, dans le moment présent, si les Soviets n'étaient pas retenus par la crainte du stock américain de bombes atomiques, leurs armées pourraient, sans difficulté, aller à Anvers et à Brest. Mais cette crainte ne durera pas toujours, car le jour viendra où les Soviets auront aussi leur stock, dont ils n'hésiteront pas à se servir à l'improviste, s'ils le jugent utile à leurs intérêts. Et les villes américaines édifiées en hauteur sont plus vulnérables que les villes russes. En tous cas, on ne peut jouer la vie de l'Europe occidentale sur un pari.

L'inégalité qu'illustrent les chiffres concordants donnés par les ministres britannique et français de la défense, est donc flagrante. Que les succursales des Soviets dans les pays d'Europe non encore asservis puissent présenter l'U.R.S.S. comme la blanche colombe portant dans son bec un rameau d'olivier, n'est pas à l'honneur de l'intelligence des peuples libres. D'un côté, la force et la ruse, de l'autre la faiblesse et la candeur, tel est le diptyque.

Cela étant, au lieu de marcher, la tête tournée en arrière vers l'invasion d'hier que nous n'avons pas su éviter, regardons en face l'invasion possible de demain. Comme l'a répondu à nos représentants à New-York dans l'une des conférences de septembre dernier celui de la Hollande : «C'est précisément parce que nous avons souffert plus encore que vous de l'invasion allemande que nous voulons éviter l'invasion russe et que, pour cette raison, nous acceptons le réarmement allemand».

Le premier de nos devoirs est donc de nous fortifier assez pour enlever à l'ours russe qui domine déjà la moitié de l'Europe, l'envie de déclencher une guerre pour dominer le reste.

Pour aller à la côte atlantique, les armées soviétiques devraient passer sur le corps de l'Allemagne. Et les jeunes Allemands pourraient se mettre au balcon pour voir défiler les Français allant se faire tuer pour eux ? Ce spectacle ne serait-il pas plus choquant que celui du réarmement allemand ?

Sur le plan moral, comme sur le plan militaire, il faut donc utiliser la force allemande. Le problème est de le faire sans reconstituer le trop célèbre Grand Etat-Major de Berlin qui, comme je le disais à l'Assemblée Nationale, a toujours dominé le pouvoir politique et vient de conduire deux fois de suite son pays à la catastrophe.

Dès lors, comment résoudre le problème de l'utilisation de la force allemande ?

Le 24 novembre 1949, j'indiquais la solution que vient d'adopter le gouvernement français : une contribution allemande à une armée européenne. Il n'a été tenu, alors, aucun compte de ma suggestion. On n'a même pas eu la curiosité de mettre la question à l'étude sur le plan technique.

Neuf mois plus tard, le 16 août dernier, j'écrivais au président du Conseil pour lui signaler que l'Assemblée de Strasbourg venait d'adopter une motion en faveur de cette solution et pour lui demander une réunion prochaine du parlement. Ce qui me fut refusé. J'aurais pu, si elle avait eu lieu, montrer la nécessité de négocier immédiatement avec les Etats-Unis à ce sujet, avant les conférences de septembre. Rien n'a été fait. Nous sommes allés, en septembre, aux conférences de New-York dire : «Non». Notre position a été purement négative. Le résultat est que la France s'est trouvée isolée, en face des onze autres nations du pacte de l'Atlantique.

C'est à la veille seulement de la conférence de Washington, du 28 octobre, que nous avons saisi nos alliés de cette solution, alors qu'il est à craindre qu'ils ne se soient, dans une certaine mesure, figés dans la position arrêtée par eux depuis un mois.

Souhaitons cependant qu'ils se laissent convaincre. Ils auraient tort de ne pas tenir compte de l'état d'esprit du peuple français et du péril que représente, pour la démocratie allemande, à l'avenir, la présence d'un état-major allemand, à côté du pouvoir politique.